

Pouvoir d'emprunt

Si nous acceptons le principe que le secteur privé crée la richesse et le secteur public, au mieux, la répartit, nous constatons que, chaque fois que le gouvernement emprunte un peu plus de la moitié du produit national brut, il ne fait qu'essayer de distribuer plus de richesses que nous sommes capables d'en créer. Pris collectivement, les trois niveaux de gouvernement dépensent actuellement la moitié de la richesse nationale, et ils se contentent de redistribuer l'argent. Les Canadiens n'ont pas les moyens de laisser leurs gouvernements dépenser à ce rythme s'ils veulent encourager les entrepreneurs à créer de nouvelles richesses.

Les députés qui ont posé des questions et qui ont pris la parole aujourd'hui ont été forcés de conclure que le gouvernement doit nécessairement piocher plus généreusement dans l'assiette au beurre s'il veut soulager les pauvres que nous avons autour de nous. A mon avis, la portion du gouvernement devrait être la même, mais il devrait avoir assez d'ingéniosité pour stimuler l'économie de façon qu'il y ait plus de beurre dans l'assiette. Nous devons créer plus de richesses, ce qui permettra au secteur privé de faire sa part et au gouvernement d'avoir une portion plus généreuse. Malheureusement, de la façon dont le gouvernement s'attaque au problème, il nous place dans une situation de banqueroute perpétuelle. Nous survivons actuellement à même les ressources des générations futures. Comme planification économique, c'est de la folie furieuse, avec le résultat que les Canadiens ne savent plus ce que l'avenir leur réserve.

Comme mon collègue le député de Peace River (M. Cooper) l'a signalé dans son excellent discours à la Chambre aujourd'hui, la réalité c'est que les Canadiens savent qu'un pays ne peut pas être administré à la façon du gouvernement—et les sondages Gallup le prouvent. On ne peut continuer à emprunter indéfiniment des milliards et des milliards, des montants dont le public ne peut soupçonner l'ampleur.

Chaque fois que le gouvernement emprunte des milliards, les gens ont de la difficulté à s'imaginer ce que cela représente. Peut-être que je peux leur rendre service en leur démontrant concrètement ce que représente un milliard. Quel que soit le lieu où ils résident que les Canadiens songent à une autre localité ou à un endroit quelconque distant de 80 milles. Eh bien, il serait possible de joindre ces deux endroits distants de 80 milles en disposant bout à bout un million de billets de \$1. Mais un milliard est bien autre chose: car il serait possible de relier Vancouver à Halifax deux fois et demie si on disposait ainsi un milliard de billets de \$1. Or, au cours d'une seule session du Parlement, le gouvernement en empruntant 81.5 milliards veut tapisser tout le Canada avec des billets de \$1. Telle est l'ampleur de ces emprunts. Il ne cesse d'emprunter.

Quand nous payons nos impôts, un tiers de cet argent ne sert à rien. Il ne sert pas à améliorer la santé ni à construire des aéroports, ni à acheter du matériel militaire ni à faire des recherches en agriculture. Il sert tout simplement à payer l'intérêt sur la dette nationale. En somme, un tiers de nos

impôts sert uniquement à des fins d'intérêt parce que le gouvernement a dépensé sans compter comme un amateur en gestion économique. Dans une perspective économique, le gouvernement mérite simplement d'être condamné pour incompetence totale.

La somme que le gouvernement se dispose à emprunter représente \$3,252 pour chaque chômeur canadien. Nos chômeurs d'aujourd'hui qui connaissent l'ampleur des emprunts du gouvernement, qui savent ne pas pouvoir trouver des emplois, savent également que si notre pays est dans une telle situation, c'est que le gouvernement est incapable de stimuler les secteurs de croissance.

Je viens d'une province dont les habitants sont littéralement furieux contre le gouvernement. Naguère, en 1978, notre industrie pétrolière était le moteur de l'économie du Canada. Après les élections de 1980, le gouvernement a proposé un nouveau programme énergétique. Aujourd'hui, sur près de 400 tours de forage dans ma province, 32 seulement sont en activité. Les autres sont inactives. Cependant, pour chaque derrick qui cesse de fonctionner, disparaît également toute une industrie de service. Dans certains endroits de l'Alberta, un député libéral ne pourrait se rendre aux toilettes d'un bar. Il serait littéralement écorché vif car les gens le tiendraient carrément responsable du chômage.

Entre autres raisons, le gouvernement a pensé qu'il pouvait s'en prendre à l'Alberta parce qu'aucun Libéral n'y a été élu. De même qu'il a cru pouvoir léser l'Alberta, la Saskatchewan ou toute autre région des Prairies en modifiant le taux du Nid-de-Corbeau. Mais quand le gouvernement s'en prend aux pétroliers de l'Ouest, il ne s'en prend pas uniquement à l'Alberta. C'est l'ensemble du Canada qui en souffre. L'Alberta n'est qu'un départ car pour chaque gisement bitumineux d'une durée prévue de 25 ans, 108 milliards de dépenses directes vont en Ontario et au Québec, 800 millions en transport, 700 millions en développement technique et en transformation de fer et d'acier.

Quels ont été les résultats de la politique libérale? Elle a ruiné une industrie pour obliger les Canadiens à faire bénéficier l'étranger chaque fois qu'ils achètent de l'essence, ce qui ne peut contribuer à produire un seul litre de pétrole au Canada, mais nous amène plutôt à importer des centaines de milliers de baril de l'étranger créant ainsi des emplois ailleurs mais non au Canada.

L'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déjà affirmé que les Albertains s'enrichiraient au-delà de leurs plus folles espérances. Eh bien, monsieur le Président, qui a-t-il de mal à ce qu'un Albertain s'enrichisse? Imaginons qu'un Albertain s'enrichisse. Il s'achètera un nouveau réfrigérateur, une nouvelle voiture et de nouveaux meubles qui sont fabriqués dans le centre du Canada. Je vois que le député de l'Île-du-Prince-Édouard est parmi nous. Cet Albertain achèterait sans doute plus de croustilles de pommes de terre. Quand une partie du Canada s'enrichit, c'est tout le pays qui en profite.